

Un cycle électoral vient de s'achever, et de nombreux enseignements politiques, sociaux, démocratiques, voire constitutionnels pourront en être tirés. Pour rester sur le champ de l'éducation, nous avons voulu centrer cette déclaration, pour l'UNSA Éducation, sur la fragilité actuelle de notre système éducatif. Il faut absolument en prendre toute la mesure et réparer le lien avec les personnels et même avec l'ensemble de la communauté éducative. Pour l'UNSA Éducation, le besoin d'une société plus apaisée et la volonté d'écouter d'être de rassembler sont forts. En ce sens le rôle du dialogue social et la place des corps intermédiaires doivent être renforcées. Ces derniers doivent être des médiateurs sociaux.

Dans notre ministère les enjeux autour de la jeunesse et de la citoyenneté doivent aussi être pris en compte. Cette fragilité du système a de multiples causes :

- En premier lieu, un fonctionnement très vertical dans la **mise en place des réformes**, un rythme et des méthodes qui ne sont pas soutenables et un système mis en tension à tous les niveaux. La confiance brandie dans le titre de la loi de 2019 ne s'est pas concrétisée sur le terrain, là où les acteurs doivent être accompagnés, soutenus et non pas éreintés par des injonctions contradictoires et des demandes de remontées incessantes au service d'une communication tout azimut.
- En deuxième lieu, une **crise sanitaire** a marqué ces 2 dernières années et bouleversé la vie des services, des écoles, des établissements, des personnels et des usagers. Les conséquences doivent être mesurées et traitées sur le long terme, notamment pour la **santé mentale** des enfants et des personnels, sujet prioritaire dans les pays voisins qu'on ne traite pas ici, ou encore pour des situations d'épuisement professionnel qui se généralisent.
- En dernier lieu, nous vivons une **crise systémique de notre système éducatif en termes de dévalorisation, de précarisation et de mal-être de nos métiers de l'éducation**, rendue encore plus visible depuis quelques semaines par les grandes difficultés de recrutement.

Nous avons mesuré ces différentes crises dans le **baromètre des métiers** que l'UNSA Education mène chaque année, Les résultats sont très inquiétants pour notre service public d'éducation, quand une majorité écrasante et croissante des personnels est en désaccord avec les choix politiques qui sont faits ou quand une part importante des personnels ne trouve plus de sens dans ses missions. Sur 43 000 répondant·es, seuls 22% recommanderaient leur métier à un·e jeune de leur entourage !

Cette crise multifactorielle nécessite des mesures fortes pour relever notre système éducatif, abimé par ces 5 dernières années, pour redonner confiance aux personnels. Pour l'UNSA éducation, nous revendiquons un **choc d'attractivité pour nos métiers**. Il faut agir sur les conditions de travail, avec une formation initiale et continue à la hauteur des défis professionnels .

(A ce sujet, nous ne comprenons pas le calendrier de recrutement des professeurs volontaires pour les BEF plus que contraint, au moment des examens, alors que le GT ayant traité de ce sujet a eu lieu il y a plusieurs mois déjà !)

Le recours aux contractuels, qui progressivement se généralise à tous nos métiers, d'exceptionnel devient la norme même dans le premier degré ce qui nous inquiète fortement. La précarisation des agents aura des conséquences pour le service rendu aux usagers, et sur la santé de ces derniers.

C'est une « uberisation » de l'enseignement. Les collègues contractuels, précarisés, malmenés mis devant une classe 6h par jour, 4 jours par semaine, sans formation de qualité et suffisante deviennent les « deliveroo » de l'éducation. Ces mêmes collègues qu'on remercie avant qu'ils n'aient effectué les 6 mois d'exercice suffisants pour toucher le chômage et qu'on viendra solliciter en urgence pour boucher les trous fin août !

L'Unsa demande que les contrats des contractuels soient prolongés jusque fin août.

De même, nous nous inquiétons de la **situation des assistant·es d'éducation**, qui attendent un décret d'application pour pouvoir accéder à la transformation en CDI de leur contrat, ce délai met en difficulté également les chef·fes d'établissement qui préparent la rentrée. L'Unsa Education demande pour ces personnels une délégation rectorale pour l'obtention d'une année supplémentaire en CDD pour l'AED potentiellement éligible au CDI . En évoquant les personnels précaires de plus en plus nombreux dans l'éducation nationale, soulignons la situation des **Accompagnant·es d'élèves en situation de handicap** dont les conditions de travail sont difficiles et dont la rémunération et le statut ne sont pas à la hauteur de l'ambition d'école inclusive que nous portons.

L'Unsa Education exige des moyens suffisants car les personnels ne se nourrissent pas seulement de belles paroles et de remerciements.

Avec l'Unsa Fonction publique, l'Unsa Education revendique une revalorisation importante pour TOUS les personnels qui les sécurise économiquement et les reconnaisse financièrement. Elle revendique une revalorisation de 10% du point d'indice.

Ce matin, le ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer une revalorisation de 3,5 % dès le 1^{er} juillet, alors que l'inflation était de 4,8% en avril, de 5,2% en mai. L'Unsa considère que le dégel est une étape importante mais 3,5% est bien insuffisant et estime qu'il ne doit s'agir que d'une première étape.

Nous demandons également le **Complément de Traitement Indiciaire pour les médecins et les infirmier·es** ainsi que la prime équivalente pour les assistant·es de service social.

Ainsi par exemple la problématique des bas salaires est une priorité. Les personnels de catégorie B et C doivent bénéficier de mesures spécifiques pour leur pouvoir d'achat. De même, nous nous inquiétons de la **situation des assistant·es d'éducation**, qui attendent un décret d'application pour pouvoir accéder à la transformation en CDI de leur contrat, car ce délai met en difficulté les chef·fes d'établissement qui préparent la rentrée.

Et puisqu'il s'agit pour nous de déprécariser, nous soulignons la situation des **Accompagnant·es d'élèves en situation de handicap** dont les conditions de travail sont difficiles et dont la rémunération et le statut ne sont pas à la hauteur de l'ambition d'école inclusive que nous portons.

Les défis qui s'ouvrent à nous pour une école plus juste sur tous les territoires, devront être relevés au regard des ambitions majeures que nous portons pour lutter contre toutes les discriminations, contre toutes les inégalités, et toutes les menaces qui pèsent aujourd'hui plus que jamais, sur notre Société fracturée. La réussite de l'Ecole est un enjeu majeur pour la séquence politique qui s'ouvre. L'UNSA Education portera haut ses ambitions comme elle l'a toujours fait.